

Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera
d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 4 (1999)

Artikel: La diaspora afghane au Pakistan et en Europe : réseaux et stratégies
des élites urbaines

Autor: Gehrig, Tina

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1007485>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La diaspora afghane au Pakistan et en Europe



Réseaux et stratégies des élites urbaines

Tina Gehrig

L'Afghanistan est un pays en guerre depuis vingt ans et la violence du conflit a provoqué une des vagues de réfugiés les plus importantes de ce siècle. L'intensité et la durée de cette crise ont été à l'origine de l'exil ou du déplacement de plus d'un tiers de la population, que ce soit à l'intérieur du pays, dans les pays voisins ou en Occident. Le nombre de personnes déplacées, leur dispersion géographique, la durée de l'exil, ainsi que les liens maintenus avec la patrie perdue dans les représentations et les pratiques permettent de parler de l'émergence d'une diaspora afghane¹ (Safran 1991: 83-84).

Dans ce contexte, ma recherche a pour objet les réseaux transnationaux formés par les familles étendues afghanes dispersées en Europe, au Pakistan et en Afghanistan. Elle a débuté en juillet 1996 et doit déboucher sur une thèse. Elle s'inscrit également dans le cadre d'un projet de recherche dirigé par le Professeur Pierre Centlivres, auquel participe également Micheline Centlivres-Demont. Ce projet, intitulé «Trajectoires, réseaux et "plurilocalisation" dans la migration afghane»,

est financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Dans le cadre du projet de recherche, la diaspora afghane est abordée à la fois dans ses dimensions diachronique (trajectoires individuelles) et synchronique (réseaux de solidarité), qui se concrétisent à travers trois types de flux: la circulation des personnes, des informations et des biens. Nous examinons également les recompositions identitaires en exil à travers les pratiques et les discours, en accordant une attention particulière à des «indicateurs» tels que la langue, les mariages, les associations d'Afghans et l'instruction scolaire et religieuse des enfants.

Le thème même de la recherche exige une approche multicentrée et la multiplication des lieux du terrain entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Europe reflète la spatialité éclatée dans laquelle s'inscrivent les réseaux de plurilocalisation familiale. J'ai effectué en 1996 un premier séjour de quatre mois partagé entre les villes de Kaboul, de Jalalabad (Afghanistan) et de Peshawar (Pakistan). Ce premier

¹ «En 1992, au moment de l'entrée des moudjahidins à Kaboul, on évaluait à près de 100'000 le nombre d'Afghans exilés en Europe et en Amérique du Nord» (Centlivres, Centlivres-Demont et Gehrig 1999).



² La majorité des personnes que j'ai rencontrées au cours de la recherche étaient des membres de la classe moyenne et de l'élite politique de Kaboul : fonctionnaires, anciens partisans communistes, enseignants, officiers, et professeurs d'université. Sans en être forcément originaires, mes informateurs sont pour la plupart nés à Kaboul. Persanophones, détribalisés, ils se disent avant tout «Kaboulis», qu'ils appartiennent à une tribu pachtoune ou au groupe ethnique des Tadjiks.

³ La première vague de départs de l'intelligentsia afghane se situe au début du conflit (1978-80). Les membres de l'élite occidentalisation (professeurs d'université et hauts fonctionnaires) qui ne rallient pas le nouveau régime prennent le chemin de l'exil (Centlivres 1995: 9).

terrain fut suivi d'une série d'entretiens effectués avec des Afghans exilés en Suisse et en Allemagne. Un deuxième séjour au printemps 1998 m'a permis de suivre l'évolution de la situation au Pakistan (Peshawar, Islamabad) et d'entrer en contact avec des membres du réseau de parenté d'Afghans établis en Europe.

Après avoir précisé certaines caractéristiques de la population concernée et exposé les principales étapes de l'exil, j'examine certaines stratégies formulées par la diaspora afghane, tels que le maintien des contacts dans le cadre d'un réseau, les mariages transnationaux, ou l'importance accordée à une instruction scolaire supérieure.

Population et jalons de l'exil

La diaspora afghane en Occident ne reflète pas la composition de la population de l'Afghanistan, un des pays les moins développés de la planète, notamment en ce qui concerne le taux d'alphabétisation. En effet, les Afghans exilés dans les pays industrialisés sont pour la plupart issus d'une élite instruite d'origine urbaine, qui formait l'essentiel du fonctionariat et des cadres politiques à Kaboul avant la chute du gouvernement communiste afghan en 1992². Alors que la grande majorité des réfugiés étaient des familles d'origine rurale, qui s'installèrent dans des camps de réfugiés au Pakistan, les Afghans de Kaboul ont cherché avant tout à s'établir de manière autonome dans des villes. Dans la mesure du possible, une partie d'entre eux ont poursuivi leur route jusqu'en Europe ou en Amérique du Nord pour former la diaspora occidentale. Leur exil n'est pas stabilisé et contrairement à de nombreux groupes ou familles d'origine rurale, ils ne rentrent pas en Afghanistan. Bien au contraire, leurs projets de vie sont fortement orientés vers un nouveau départ pour un pays industrialisé.

Le sort de la capitale de l'Afghanistan est très différent de celui des campagnes durant le conflit afghan. Pendant la guerre contre l'occupant soviétique et le gouvernement communiste afghan (1979-92), Kaboul est relativement peu touchée par les combats. La prise de la capitale par les moudjahidin en 1992 et la lutte subséquente pour le pouvoir marque par contre le début d'une série d'attaques très meurtrières, qui laisse la ville en ruines et qui provoque le départ d'une deuxième vague³ de réfugiés de Kaboul. Celle-ci est formée avant tout par les partisans et les fonctionnaires de l'ancien régime communiste, qui non seulement fuient la destruction de la ville, mais craignent aussi les représailles des membres des partis de la résistance, qui les accusent de collaboration avec un gouvernement ennemi et athée. Sans que le flux de citoyens quittant Kaboul ne tarisse jamais entièrement, l'arrivée des Talibans au pouvoir dans la capitale, le 26 septembre 1996, provoque un nouvel afflux de fonctionnaires et d'employés au Pakistan, qui subissent tout particulièrement une situation économique gravement détériorée (les fonctionnaires sont congédiés ou ne touchent plus de salaire) ainsi que les pressions exercées par les Talibans sur la population citadine.

Les membres de la parenté présents au Pakistan ou installés en Occident jouent alors un rôle primordial pour faciliter ce départ, en fournissant un hébergement au Pakistan ou bien un soutien financier. Les familles qui ne disposent pas d'un tel réseau d'accueil ou de soutien n'ont pratiquement plus les moyens de quitter Kaboul, car l'aide dispensée par les organisations internationales est extrêmement limitée. Les réseaux d'appartenance représentent donc aujourd'hui la seule ressource efficace et la dispersion des membres d'une famille étendue perdure sans que ceux-ci cherchent systématiquement à se regrouper. On peut alors supposer que cette «plurilocalisation» des membres d'un groupe de solidarité est maintenue, voire même planifiée, devenant ainsi une stratégie d'adaptation dans un contexte socio-économique précaire.



Espaces de l'exil

Ces différents espaces de l'exil ne sont pas isolés les uns des autres: la mobilité est importante et elle se greffe sur les réseaux de solidarité (famille, voisinage) qui se sont tissés entre le lieu d'origine (Kaboul), les «lieux premiers» de l'exil au Pakistan (Peshawar, Islamabad et Karachi), et la diaspora afghane en Occident. Au Pakistan comme en Allemagne par exemple, d'une rue, d'un quartier, voire même d'une ville à l'autre, les visites informelles sont fréquentes. Des événements sociaux créent également de nombreuses occasions de déplacements, qui ne sont pas laissés uniquement à l'initiative personnelle. La mobilité spontanée et individuelle, qui exprime surtout des affinités personnelles est donc complétée par les visites à motivation plus sociale, et de caractère plus obligatoire: invitations à des mariages, à des *fâtiha* (visites de condoléances), ou à des fêtes religieuses, comme celle de l'*Eid-e ramazân*, où durant trois jours, on visite et reçoit les membres de la parenté.

Pour des raisons diverses (coût du déplacement, visa), les contacts entre les exilés afghans vivant en Occident et leur parenté restée en Afghanistan ou au Pakistan sont moins fréquents. Les Afghans qui vont effectuer un voyage au Pakistan par exemple sont alors sollicités par leurs amis et connaissances pour y amener des lettres, de l'argent et éventuellement des cassettes vidéo. D'une manière générale, les contacts oraux priment sur l'écrit. Les lettres ont un contenu stéréotypé, où les formules de salutation et de respect prennent la plus grande part. La préférence est donnée aux contacts téléphoniques, malgré leur coût, ou aux messages enregistrés sur une cassette vidéo.

Les Afghans qui reviennent en visite remplissent parfois aussi le rôle d'intermédiaire dans l'arrangement de mariages «transnationaux». En effet, de nombreuses filles afghanes au Pakistan se fiancent et épousent un parent ou une connaissance de la famille établie en Occident. Même s'il reste difficile à chiffrer, le phénomène

apparaît comme important autant dans les pratiques que les représentations⁴.

Selon la famille du fiancé, la future épouse doit faire preuve de modestie et de soumission, qualités qui seraient davantage préservées chez les Afghanes vivant au Pakistan que chez celles qui ont grandi en Occident. Elle accorde également une grande importance au fait que la fiancée ait effectué au moins une scolarité primaire, voire même quelques années d'études supérieures. Conscients des difficultés qui l'attendent dans un environnement si différent, ils soulignent (du moins face à l'ethnologue) leur volonté de la voir apprendre rapidement la langue du pays et, éventuellement, acquérir une formation professionnelle. Ces deux exigences contradictoires révèlent l'ambivalence des attentes de la famille du conjoint en Occident, qui recherche une femme qui fasse preuve, d'une part, de soumission et de modestie – valeurs que les Afghanes qui ont grandi en Europe auraient perdues – et d'autre part d'une capacité d'adaptation et d'autonomie importante.

La famille de la future épouse, au Pakistan ou en Afghanistan, contactée par l'intermédiaire qui entreprend les négociations du mariage (*talabgâri*), est avant tout confrontée à l'absence physique du principal intéressé, qui ne fait parfois même pas le déplacement pour le mariage⁵. Les récits sur des filles «vendues» à des Afghans inconnus établis à l'étranger, et dont l'alcoolisme, un handicap physique ou l'âge élevé ont pu ainsi passer inaperçu, sont nombreux. Outre les critères habituels, elle s'intéressera donc aux mœurs du fiancé et à sa santé. Il est alors important que les photos amenées le présentent de la tête aux pieds. Le mariage transnational pose donc également des problèmes pour les «donneurs de femmes» et peut susciter une tension entre l'honneur familial et l'intérêt financier qu'il représente – puisque la fille sera en mesure de soutenir par la suite la famille restée au Pakistan, ou faciliter le départ d'un parent pour l'Europe.

Les rituels funéraires suscitent également de nombreux déplacements (visites de condoléances, voyage au Pakistan d'un

⁴ Il est difficile d'évaluer les proportions de mariages transnationaux par rapport aux mariages conclus dans un cercle plus proche. Selon P. Centlivres, M. Centlivres-Demont et T. Gehrig (1998: 7): «Le renchaînement des alliances matrimoniales en exil a tendance à reposer moins sur les partenaires potentiels vivant en Afghanistan et davantage sur des réseaux de parents ou de cousins déjà établis en Occident». Le regroupement de réseaux d'appartenance étendus dans un même pays, comme cela peut-être le cas pour certaines familles élargies pachtounes établies en Allemagne, représente alors un facteur important.

⁵ Un homme afghan peut se marier par procuration: un représentant (en général un proche parent) signe alors le contrat de mariage (*nikahnama*) en présence du mullah, de deux témoins et du représentant légal de la fiancée.



représentant de la famille en Europe), des flux d'argent (aide financière à la famille en deuil), et renforcent ainsi les liens du réseau en mobilisant ses ressources. De tels exemples illustrent le fait que des événements qui surviennent dans un lieu peuvent avoir un impact important sur les autres lieux de la diaspora. Ils révèlent la réalité de liens sociaux multiples et dispersés, qui priment sur le cadre local immédiat de la vie quotidienne.

L'instruction scolaire: critère de distinction et stratégie d'intégration

Au cours de la recherche, l'accomplissement d'une instruction scolaire supérieure est apparue d'une part comme un critère de distinction de cette classe socio-professionnelle, et les efforts consentis pour offrir une éducation aux enfants sont importants dans tous les contextes géographiques. D'autre part, suite au déclassement subi par les parents lors de l'exil, l'éducation scolaire des enfants fonctionne comme une stratégie d'intégration en Occident comme au Pakistan, avec une efficacité moindre dans ce dernier pays en raison de l'absence de véritables débouchés. En effet, les professions sur lesquelles devraient déboucher une formation scolaire poussée y sont devenues inexistantes (l'enseignement par les femmes par exemple) ou inaccessibles (service public), privant tout un groupe socio-professionnel d'un projet d'avenir.

L'instruction permet aux citadins de se distinguer de la population rurale illettrée, en fondant leur identité d'intellectuel (*roshan fekr*, «esprit éclairé»). Cette identité revendiquée est construite en opposition à l'identité attribuée au paysan illettré, qui se bat quand on lui dit de le faire. Ce stéréotype négatif est fréquemment véhiculé par les Kaboulis, qui expliquent la poursuite de la guerre par

l'analphabétisme de la grande majorité de la population rurale. Selon eux, les personnes illettrées manquent de discernement et de pensée autonome. A cause de leur ignorance, disent-ils, ils se laissent manipuler et continuent de se battre pour des intérêts étrangers, notamment ceux du Pakistan, qui soutiendrait pour son profit les «fanatiques islamistes». Dans ce discours, l'intelligentsia urbaine s'oppose en particulier aux Talibans, systématiquement présentés comme *be-sawad* («sans savoir»), *washi* («sauvage») ou *tang nazar* («étroit d'esprit»).

L'éducation scolaire et universitaire est également associée aux images et aux valeurs attribuées à l'Occident, et opposée aux projets des acteurs politiques actuels en Afghanistan. C'est en grande partie autour du thème de l'instruction, notamment celle des femmes, que se cristallisent des idéaux de modernité, qui ont été balayés par les développements politiques récents en Afghanistan. L'instruction est donc bien plus qu'un des différents éléments qui distingue cette élite urbaine et détribalisée de la majorité rurale du pays. Elle fonde une identité valorisante pour cette population désécurisée, qui a entièrement perdu les fondements géographiques, sociaux et idéologiques de son existence.

Pour la diaspora afghane en Occident, l'instruction est un facteur d'intégration et de revalorisation important. Elle se focalise alors sur les enfants, qui sont investis des espoirs déçus et des attentes de leurs parents, qui ont subi un déclassement socio-professionnel considérable. En effet, l'éducation scolaire représente une stratégie de reclassement socio-professionnel, par le biais de la deuxième génération. Grâce notamment à une insertion scolaire généralement réussie, les jeunes afghans de la diaspora s'intègrent rapidement dans la société d'accueil, tant au niveau social que professionnel. Le déclassement statutaire subi par les parents dans l'exil peut alors être vécu comme un «accident de parcours», rectifié par la réussite des enfants (Centlivres, Centlivres-Demont et Gehrig 1998: 6), ces derniers confirmant ainsi la valeur individuelle mais aussi



communautaire des Afghans.

Cette ascension sociale rapide accompagnée d'une revalorisation personnelle n'est pas dénuée de sentiments de culpabilité face à la situation difficile que vivent les Afghans qui n'ont pas pu quitter le pays d'origine ou de premier accueil. La réussite socio-professionnelle des jeunes Afghans de la diaspora est alors fréquemment couplée à un discours sur leur retour, dans le but de contribuer à la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre. Ce discours sur un retour qui reste très improbable permet aux exilés de maintenir un lien avec le pays d'origine, un espoir – reconnu à demi-mot comme illusoire – de retrouver la patrie perdue. Il relève même du paradoxe, car plus la stratégie scolaire est réussie, plus les retours deviennent improbables. Cet espoir atténue toutefois leur sentiment d'impuissance et de culpabilité d'avoir réussi à quitter le pays en laissant derrière eux des parents et des amis qu'ils ne peuvent toujours aider.

Conclusion

L'absence d'un Etat afghan en mesure de remplir son rôle, la quasi-inexistence d'une administration, de possibilités de formation ou d'une industrie suppriment à toute une classe sociale, qui est indispensable à la reconstruction du pays, un projet d'avenir, sans mentionner tout simplement un moyen de subsistance. Au Pakistan également, la situation des familles kabouliques reste souvent précaire et provisoire, et une majorité d'entre elles vivent au moins partiellement de l'argent envoyé par des proches en Occident. L'extension du pouvoir des Talibans avec la prise de la capitale a donc eu un impact important sur les discours et les représentations des réfugiés de Kaboul au Pakistan, accentuant leur focalisation sur l'Occident – en désespoir de cause. En effet, l'émigration en Occident représente la seule réponse explicite formulée à une telle crise, un dernier recours que seule une minorité parvient à concrétiser. L'exil de la classe moyenne fonctionnaire et de l'élite urbaine reste donc instable.

Pour la diaspora afghane en Occident, les stratégies matrimoniales et l'investissement scolaire servent de révélateurs de deux processus qui peuvent apparaître comme contradictoires. D'une part, elle tente de reconstruire une «afghanité» en exil, et les mariages transnationaux permettent de resserrer les liens entre les communautés en Occident et au Pakistan, cette dernière étant perçue comme plus proche des valeurs traditionnelles. D'autre part, le rôle donné à l'instruction scolaire, au-delà de sa fonction identitaire, va dans le sens d'une intégration dans la société d'accueil. Ce double processus s'articule autour d'«une redéfinition identitaire en exil autour d'une forte conscience de l'afghanité [...] et un succès de l'intégration, entre autres par l'adaptation aux conditions économiques, culturelles et institutionnelles des pays d'accueil» (Centlivres, Centlivres-Demont et Gehrig 1999).



Bibliographie

CENTLIVRES Pierre

1995. «Des absents d'importance: les Afghans de l'exil et de la diaspora». Communication pour la conférence «Afghanistan», Genève, 10/3/1995.

CENTLIVRES Pierre et Micheline CENTLIVRES-DEMONT

1998. «Exil, diaspora et changement social: le cas de l'Afghanistan», in: Mondher KILANI (dir.), *Islam et changement social*, p. 219-229. Lausanne: Payot.

CENTLIVRES Pierre, Micheline CENTLIVRES-DEMONT et Tina GEHRIG

1998. *Rapport scientifique intermédiaire pour le Fonds national suisse de la recherche scientifique*. Neuchâtel: non publié [Projet de recherche: «Trajectoires, réseaux et "pluri-localisation" dans la migration afghane»].

- 1999 [à paraître]. «La diaspora afghane: le double code de l'identité et de l'intégration». Neuchâtel: Actes du colloque CLUSE: «Les défis migratoires à l'aube du troisième millénaire».

SAFRAN William

1991. «Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return». *Diaspora* 1(1): 83-99.

Auteure

Tina Gehrig est licenciée ès lettres à l'Université de Neuchâtel (1996).

Adresse: rue des Parcs 63, CH-2000 Neuchâtel. E-mail: <tgehrig@shk.unibe.ch>.